STOP LOI SECURITE GLOBALE

28 novembre 2020

Atteintes au droit au respect de la vie privée, obstacles au contrôle des forces de sécurité, atteintes aux libertés d'information et de communication, voilà une partie de ce que nous promet la loi sur la sécurité globale.

Si l’article 24 avait été en application, nous n’aurions probablement pas su :

* Avec quel débordement de violence disproportionnée, la place de la République a été évacuée ce 23 novembre à Paris,

Nous n’aurions probablement pas su :

* Qu’un passant a été inutilement blessé sur le passage de la manifestation samedi dernier à Nancy,

Et nous n’aurions certainement pas su avec quelle extrême violence Michel ZECLER a été traité à Paris il y a quelques jours.

De tels actes sont indignes d’une police républicaine et le refus du gouvernement de se mobiliser contre les violences d’une minorité d’agents portent atteinte à l’ensemble des forces de l’ordre.

La protection des policiers et des gendarmes est une nécessité. Ils accomplissent des missions essentielles pour la protection des biens et des personnes. Le cadre législatif actuel permet de punir les abus et les menaces visant les agents des forces de l'ordre. Le caractère public de leur travail garantit son caractère démocratique.

Il y a urgence à redévelopper une police républicaine, au service de la tranquillité de toutes et tous, respectueuse des droits et libertés, soumise à un contrôle démocratique indépendant.

Or, ce gouvernement s’appuie sur une doctrine du maintien de l'ordre qui doit être profondément révisée pour mettre un terme à des pratiques qui, loin de garantir l'ordre public, participent d'une stratégie de la tension qui encourage les violences, met en danger la sécurité des manifestant.e.s, et creuse le fossé entre les citoyen.ne.s et la Police.

Au-delà de son caractère liberticide, cette loi de sécurité globale est un marqueur supplémentaire de la dérive autoritaire de ce gouvernement.

La menace terroriste, le contexte d’urgence sanitaire, la crise sociale et économique ne justifient en rien l’instauration d’un Etat autoritaire et policier. Seule la volonté politique de brimer et museler le peuple peut l’expliquer.

En l'espace de 5 ans, la France aura vécu 3 ans sous le régime de l'Etat d'Urgence. La place du Parlement National depuis l'élection d'Emmanuel Macron s'est considérablement réduite, l'indépendance de la Justice est régulièrement mise en cause par le pouvoir politique à commencer par le garde des sceaux Éric Dupont-Moretti. Le risque de glissement vers un Etat policier et autoritaire est réel. La loi sécurité globale est une étape supplémentaire qui nous éloigne des rivages de la démocratie et de l'Etat de droit.

Il s’agit bien de censurer la liberté d’informer, de s’exprimer, de manifester et de museler toute une classe sociale qui s’organise pour lutter contre un gouvernement au service des riches et de leurs richesses.

En effet, comment ne pas comprendre que cette loi scélérate est construite en réaction aux nombreuses blessures infligées par les forces de l'ordre durant les manifestations des gilets jaunes ?

Comment ne pas imaginer que cette loi liberticide servira dans le futur pour museler les mouvements sociaux, quand nous seront appelés, à nouveau à battre le pavé contre les projets de casse sociale, auxquels il est certain qu'Emmanuel Macron n'a pas renoncé ?

Il n'y a qu'une seule issue à cette crise, le retrait immédiat du projet de loi Sécurité Globale.

**Silvana SILVANI**

Co-secrétaire de la section de Nancy du PCF

28 novembre 2020